1970 1990

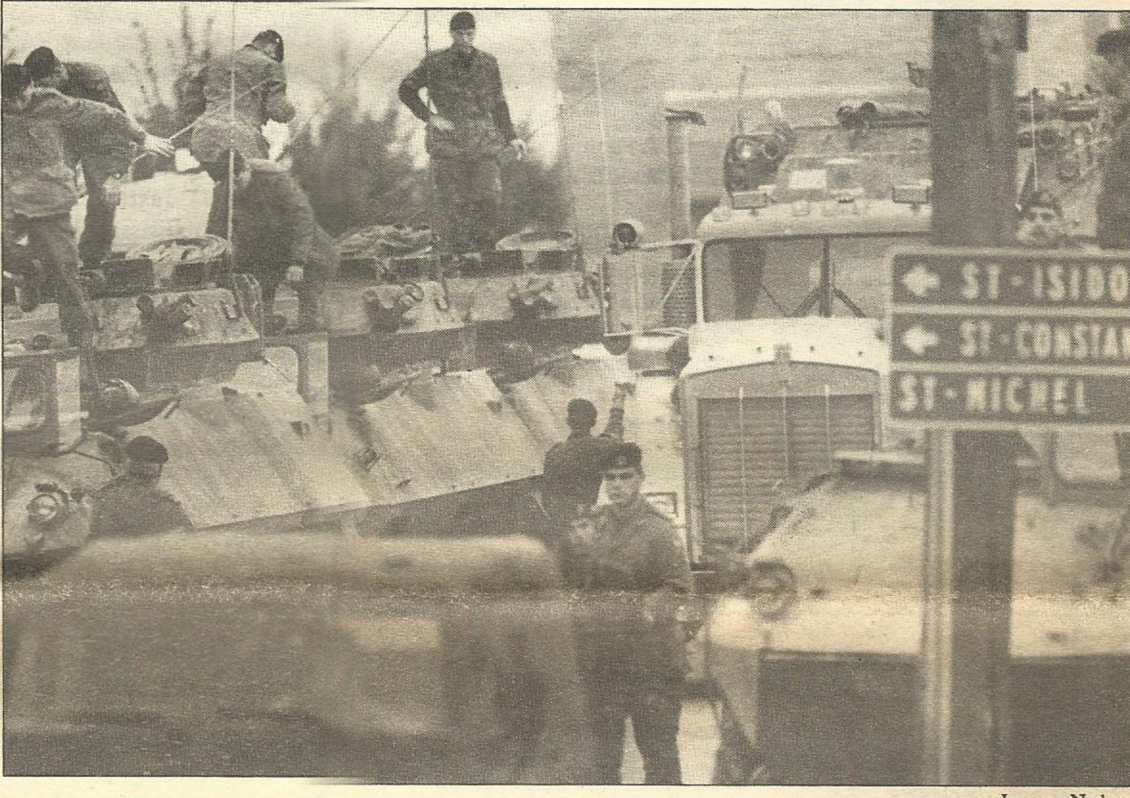
OCTOBRE CHAUD

Vol. 1, n° 1

Septembre-octobre 1990

20 ans après Octobre ...

Le Québec d'après Kanesatake, bien plus encore que celui d'après Meech, ne sera plus jamais comme avant. La crise autochtone, déclenchée par le coup de force de la Sûreté du Québec et de l'armée canadienne contre la population mohawk de Kanetasake et de Kahnawake, a ouvert un nouveau chapitre de notre histoire. Désormais, la question autochtone ne pourra plus jamais être dissociée du devenir québécois, ce qui implique la transformation en profondeur de la société que nous connaissons. Cependant, à vouloir réprimer par la force armée les revendications autochtones, l'Etat a choisi la pire des options: celle des aveugles qui mènent d'autres aveugles au précipice.



Jacques Nadeau

Comme en octobre 1970, le recours à la force armée contre la population mohawk de Kanesatake et de Kahnawake fut un geste impardonnable. Encore une fois, le message véhiculé par la classe politique du Québec et du Canada reste que l'État se donne le droit de vie ou de mort sur "ses" citoyennes et citoyens. Le recours à l'armée a démasqué brutalement le vrai visage de la violence étatique et l'irresponsabilité coupable des politicien-ne-s. Dans ce contexte de "mesures de guerre", c'est comme toujours la démocratie, la liberté, la solidarité et la justice qui y perdent le plus.

Une série de gestes insensés

Lors de la crise autochtone, l'intervention militaire a été déclenchée à la suite de toute une série de gestes insensés.

1. L'obstination d'une minorité de Blancs à vouloir agrandir à tout prix un terrain de golf sur une partie du territoire ancestral mohawk.

2. Le coup de force manqué de 1 200 agents de la Sûreté du Québec, le 11 juillet 1990.

3. L'assimilation des combattantes et combattants mohawks à une "bande de criminels".

4. Le refus de reconnaître les droits historiques, territoriaux et nationaux des peuples autochtones.

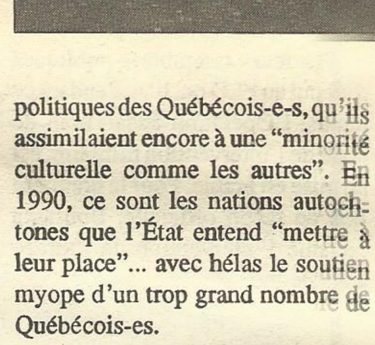
5. L'assimilation des premières nations du continent à de simples minorités culturelles "comme les autres".

6. Le refus de voir dans la radicalisation rapide du militantisme autochtone le développement d'une crise d'importance majeure, non seulement au Québec et au Canada mais partout dans les Amériques.

7. Le refus également de reconnaître l'exaspération du groupe social le plus pauvre et le plus méprisé de tous.

8. Enfin, le recours à la force armée pour compenser l'inculture historique et l'incompétence politique des dirigeant-e-s civil-e-s.

Tout ceci ne peut que rappeler les événements d'octobre 1970. Il y a 20 ans, les pouvoirs en place refusaient comme aujourd'hui de reconnaître les droits nationaux et politiques des Québécois-e-s, qu'ils assimilaient encore à une "minorité culturelle comme les autres". En 1990, ce sont les nations autochtones que l'État entend "mettre à leur place"... avec hélas le soutien myope d'un trop grand nombre de Québécois-es.



Une longue lutte

Parallèlement aux combats indépendantistes et révolutionnaires des Américains venus d'Europe, qui se sont développés du Québec au Nicaragua, de l'Acadie à Porto Rico, les luttes de libération autochtones renouent aujourd'hui avec une très longue histoire de soulèvements contre les colonisateurs blancs qui, lors de la conquête, ont dépouillé les peuples amérindiens de leurs terres et de leur dignité. Une histoire qui, de toute évidence, est loin d'approcher de sa fin.

Les derniers événements survenus à Kanesatake et à Kahnawake ont rappelé avec force que la structure profondément inégalitaire du Québec et du Canada se fonde aussi sur des discriminations raciales et nationales. Le racisme et l'apartheid ne sont pas réservés à l'Afrique du sud et à Israël. Chez nous aussi ils existent, et cela depuis l'arrivée en terre américaine des premiers Européens blancs. Plusieurs ont été surpris-e-s du racisme virulent qui s'est déchaîné contre la population mohawk. Cette explosion de racisme, alimentée autant par des éléments nationalistes que fédéralistes, montre que la société québécoise n'est pas, elle non plus, à l'abri de ces haines fratricides qui, ailleurs, ont souvent conduit aux pires impasses sociales et politiques.

Les revendications autochtones, qu'elles portent sur la reconnaissance de droits territoriaux et nationaux, le libre usage et la revalorisation des langues autochtones ou encore sur des idemnités équitables pour les dégats écologiques causés à leurs territoires, ont ouvert partout dans les Amériques un nouvel

suite en page 2

Le Québec occupé une deuxième fois

Les événements d'octobre 1970

6 octobre

Les premiers communiqués de la cellule Libération sont rendus publics.

7 octobre

Pierre Trudeau réitère son refus de négocier les conditions exigées pour la libération de Cross. Le Manifeste du FLQ est diffusé pour la première fois en soirée sur les ondes de CKAC.



8 octobre

Diffusion historique du Manifeste du FLQ à l'écran de Radio-Canada, une des exigences de la cellule Libération. La lecture du manifeste suscite beaucoup de sympathie dans plusieurs milieux.

9 octobre

Premiers mouvements de troupes.

10 octobre

Refus catégorique des autorités provinciale et fédérale de libérer les prisonniers politiques. On propose plutôt une offre de sauf-conduit en échange de la libération du diplomate. Quelques heures plus tard, Pierre Laporte, ministre québécois du Travail, est enlevé devant son domicile, à Saint-Lambert, par la cellule Chénier.

11 octobre

Diffusion d'une lettre écrite par Pierre Laporte. On y retrouve cette phrase priant Robert Bourassa de négocier: «Décide de ma vie ou de ma mort».

12 octobre

Communiqué de la cellule Chénier: «même si les autorités libèrent les prisonniers politiques, Laporte, le ministre du chômage, ne sera pas libéré». Les mouvements de troupes s'amplifient à Ottawa et à Québec.

13 octobre

L'exécutif de la CSN fait savoir qu'il appuie les objectifs du FLQ.

14 octobre

Les négociations secrètes demandant la proclamation de la Loi des Mesures de guerre traînent en longueur, au grand désarroi du ministre de la Justice Jérôme Choquette. En réussissant à rallier l'aile hésitante du gouvernement provincial, cette proclamation peut enfin être fixée au 16 octobre à 4 heures du matin. On poursuit la compilation de la liste des personnes à arrêter. Les présidents des trois centrales, Marcel Pépin de la CSN, Louis Laberge de la FTQ, et Yvon Charbonneau de la CEQ; les dirigeants du Parti québécois, René Lévesque, Jacques Parizeau et Camille Laurin; le directeur du Devoir, Claude Ryan; et d'autres, s'unissent pour demander à Bourassa de négocier avec le FLQ.

15 octobre

Plusieurs assemblées publiques d'appui au FLQ ont lieu. Pendant ce temps, l'Opération Essai, nom de code de l'intervention militaire, est en mise en branle. Pour la première fois de façon officielle, Bourassa réclame l'intervention de l'armée canadienne.

16 octobre

Comme prévu, dès 4 heures du matin, c'est la proclamation de la Loi des Mesures de guerre. Des centaines de Québécois et de Québécoises sont arrêté-e-s pour «complicité ou sympathie avec le FLQ». Cette rafle nocturne permet l'incarcération sans mandats d'environ 500 personnes à Montréal, mais aussi ailleurs au Québec. Le tout est accompagné d'une censure des médias et d'une interdiction de manifester.

À partir de ce moment, l'escalade verbale des dirigeants (lire la démagogie accompagnant l'intervention armée) se met en marche. Le FRAP (Front d'action populaire), parti politique municipal progressiste de Montréal, est accusé d'être une branche du FLQ. Pierre Trudeau exprime sa crainte de voir un enfant de choeur ou un gérant de caisse populaire être enlevé par le FLQ! Robert Bourassa, quant à lui, dit redouter l'assassinat sélectif d'hommes publics. Jean Marchand parle des 3 000 membres du FLQ!

Sous le prétexte d'une imminente insurrection armée, ce sont toutes les forces progressistes et indépendantistes qui sont visées, harcelées, et que l'on cherche à démanteler. 6 000 personnes feront l'objet de perquisitions sans mandat. De ce nombre, plusieurs sont arrêtées et détenues de deux jours à sept mois.

17 octobre

Un communiqué annonce que Pierre Laporte a été exécuté. Son cadavre est retrouvé dans le coffre arrière d'une voiture sur la base militaire de St-Hubert, sur la rive sud de Montréal.

25 octobre

Profitant du coup de force militaire, Jean Drapeau gagne les élections munipales de Montréal avec 92,5% des voix! Il avait entre autres accusé le FRAP d'avoir «sur les mains le sang de Pierre Laporte».

1er décembre

James Richard Cross est libéré. Les membres de la cellule Libération obtiennent un sauf-conduit pour Cuba.

6 novembre

Bernard Lortie, de la cellule Chénier, est arrêté.

28 décembre

Dans la nuit du 27 au 28 décembre, les trois autres membres de la cellule Chénier, Paul Rose, Jacques Rose et Francis Simard, sont à leur tour arrêtés à St-Luc. Ils comparaissent en cour le 4 janvier 1971. L'armée se retire ce même jour.

30 avril 1971

Rappel de la Loi des Mesures de guerre, plus de 6 mois après le début de la crise.

20 ans après ... (suite de la page 1)

espace politique où s'articulent lutte de libération nationale, lutte écologique et lutte de classes.

Dans ce contexte, il est très important que les forces progressistes se solidarisent étroitement avec le mouvement autochtone. D'une part, parce que l'avenir du Québec ne pourra être redéfini sans la participation et l'accord des premières nations. D'autre part, parce que la qualité des rapports sociaux au Québec, comme ailleurs en Amérique, repose sur notre capacité d'établir avec les peuples autochtones des relations véritables d'égalité, de solidarité et d'amitié.

Il n'y aura pas de "Québec libre" sans libération des peuples autochtones et, par conséquent, de la population blanche elle-même, toujours prisonnière de ses vieilles pratiques d'apartheid.

Coïncidant avec le 20e anniversaire des Mesures de guerre de 1970, l'intervention militaire dirigée contre les autochtones de Kanesatake et de Kahnawake nous convie à un débat de fond sur notre avenir collectif et le projet de société que nous entendons léguer aux générations futures.

Octobre Chaud

Rédaction
Octobre chaud

Maquette et montage
L'équipe de Rebelles

Octobre chaud
Yves Bellavance
René-Philippe Bertrand
Carole Boucher
Nicolas Calvé
Robert Campeau
Pierre Céré
France Chicoine
Marlène Dallaire
Ghislain Drolet
France Emond
Jean-François Filion
David Forcier
Marc-André Houle
Marie-Avril Jordan
Jacques Jourdain
Nadya Ladouceur
Sylvain Lafrenière
Manon Lamontagne
Guy Laprés
Jean-Pierre Latour
André Lavoie
Yves Leblanc
André Leclerc
Gordon Lefebvre
Philippe Marquis
Rhéal Mathieu
Dave McCullough
Jean Robitaille
François Saillant
Christine Serra
Francis Simard
Claude Vallée
Pierre Vallières
Etc...

Impression
Travailleuses et travailleurs syndiqué-e-s de Payette et Simms

souscription publique



20 ième anniversaire des mesures de guerre et de l'occupation du Québec par l'armée canadienne

En solidarité avec OCTOBRE CHAUD, je souscris la somme de ________ $

Nom : ____________
Adresse: ____________
____
tél.: ____________

Chèque ❑ Mandat ❑ Comptant ❑

Informations :
Pierre Vallières ✆ 514 523•1409

Adresser votre souscription à:
OCTOBRE CHAUD, local 323
1212, rue Panet, Montréal, Qc, H2L 2Y7

POURQUOI OCTOBRE CHAUD?

5 octobre 1970, 8 heures 20 du matin... Un attaché commercial britannique, James Richard Cross, est enlevé par des membres du Front de libération du Québec. Cet enlèvement, suivi de celui du ministre Pierre Laporte cinq jours plus tard, précipite le Québec dans une crise politique majeure, une crise qui culmine le 16 octobre avec la proclamation de la Loi des Mesures de guerre: l'occupation du territoire québécois par l'armée canadienne, la suspension des libertés civiles, l'arrestation de plus de 500 personnes, des milliers et des milliers de perquisitions...

Mais pourquoi donc rappeler de tels événements vingt ans plus tard, surtout qu'ils se sont aussi soldés par la mort d'un homme, Pierre Laporte? D'abord pour se souvenir. Se souvenir comment le gouvernement fédéral de Pierre Elliott Trudeau a profité de la chasse au FLQ pour tenter d'humilier le Québec, le mettre à sa place, étouffer toutes ses aspirations à la libération nationale. Se souvenir également comment Ottawa a invoqué le danger d'une "insurrection appréhendée", dans le but de mater tout un mouvement, un mouvement de lutte, un mouvement présent et actif non seulement sur le terrain de l'indépendance, mais aussi dans les luttes étudiantes, dans les comités de citoyens et de citoyennes, dans les tout nouveaux groupes féministes radicaux, dans le soutien au peuple vietnamien.

Il n'est sûrement pas futile de se rappeler ce coup de force fédéral, concocté avec la complicité de nul autre que l'actuel Premier ministre Robert Bourassa, au moment où l'aspiration à l'indépendance est sortie de sa torpeur post-référendaire et des eaux stagnantes du Lac Meech et qu'elle atteint des sommets sans précédent. Il faut être bien naïf pour croire qu'Ottawa acceptera sans réagir que le Québec arrive tranquillement, sans sursaut, par consensus, à la souveraineté politique. Les événements récents de Kanesatake et de Kahnawake ont par ailleurs démontré que le spectre de l'armée canadienne continue à planer sur le Québec, surtout quand certain-e-s Québécois-e-s sont assez aveuglé-e-s par leur xénophobie et leur mesquinerie banlieusarde pour réclamer une intervention militaire... en brandissant le Fleurdelisé et en vociférant «Gens du pays».



Michel Gravel (La Presse)

Des exalté-e-s, des excité-e-s, des terroristes?

Marquer le vingtième anniversaire d'octobre 70 c'est aussi se réapproprier une page de l'histoire du Québec, une page que d'aucuns semblent vouloir nous cacher, comme s'il s'agissait d'une maladie honteuse. On aura beau nous présenter le FLQ comme une bande d'exaltés, d'excités ou de terroristes, comme l'ont fait des représentants des trois partis de l'Assemblée nationale ou des commentateurs à la Daniel Latouche au lendemain de l'annonce du vingtième anniversaire d'octobre, les faits, eux, sont têtus.

Et ces faits, ce sont que le FLQ n'était pas un groupe de têtes brûlées, de Rambo coupés de tout mouvement réel, mais qu'il était au contraire partie prenante des luttes sociales progressistes de la fin des années soixante, qu'une partie significative de la population du Québec s'était reconnue dans son manifeste lu à la télévision d'État, que de nombreuses actions ont été posées, surtout en milieu étudiant, en appui à ce manifeste: débrayages, occupations, assemblées publiques...

Il ne s'agit pas d'idéaliser le FLQ et encore moins d'appeler à sa reconstruction. Il s'agit cependant de lever le voile et d'être capable de tirer les leçons, aussi bien négatives que positives, de ce qui fut l'un des épisodes les plus dramatiques certes, mais aussi des plus marquants de l'histoire contemporaine du Québec.

Et aujourd'hui?

Mais **Octobre chaud** ne veut pas que rappeler les événements survenus en 70. Il se veut aussi une occasion de faire le point sur la situation actuelle, de se demander ce qu'il est advenu du projet révolutionnaire que portait, il y a vingt ans, le FLQ.

Faut-il donc dire adieu à la révolution, non seulement au Québec mais dans le monde, non seulement au Nord, mais au Sud? Toute idée de transformation radicale de la société est-elle donc invalidée ou compromise, maintenant que le Bloc de l'est s'est effondré, maintenant que le régime chinois a achevé de se discréditer en envoyant l'armée contre sa propre jeunesse, maintenant que l'un des seuls espoirs des années 80, le Nicaragua, a connu un recul brutal avec la défaite électorale des Sandinistes, maintenant que Cuba est plus isolé que jamais, maintenant que rien ne semble arrêter le néo-libéralisme dans sa volonté de démembrer les acquis sociaux des dernières décennies, maintenant que seul l'affairisme semble avoir droit de cité? N'a-t-on d'autres choix que de se plier à cette image du capitalisme triomphant?

Sinon, comment pouvons-nous repenser le projet révolutionnaire dans la conjoncture présente? Au Québec même, quel projet de société pouvons-nous nous donner? Quelle alternative politique est-il souhaitable et possible de bâtir? Comment pouvons-nous contribuer à ce que se réarticule un large mouvement radical dans le Québec de maintenant?

Le Manifeste du FLQ, reproduit dans ces pages, conserve une actualité remarquable. Mais il ne pourrait pas, s'il était réécrit aujourd'hui, ne pas tenir compte de certaines réalités qui existaient déjà en 1970 et qui sont désormais incontournables.

Les préoccupations, les revendications et les luttes des femmes ne peuvent plus être passées sous silence, elles ne peuvent plus et ne veulent plus être secondarisées, subordonnées ou remises à plus tard. Le combat écologiste ne peut non plus supporter aucune attente, puisque c'est la survie même de la planète et du genre humain qui est désormais en jeu.

Les nations autochtones revendiquent, quant à elles, rien de moins que leur reconnaissance comme sociétés à part entière et affirment leur plein droit à disposer librement d'elles-mêmes, ce que la nation québécoise devrait être à même de comprendre, elle qui se bat depuis des décennies pour ce même droit. Le Québec revêt enfin et pour toujours un caractère pluriethnique et a le choix de se bâtir avec les diverses ethnies qui le composent et l'enrichissent, ou de se bâtir sans, ou même pire, contre elles.

Autant par les événements qu'il rappellera, par les questions qu'il posera que par les actions dont il sera l'objet, octobre 90 sera chaud au Québec... Et pourquoi pas aussi novembre, décembre, janvier...?

LE PIÈGE DE L'UNANIMITÉ



Dans les premiers jours de l'après Meech, on a pu croire un instant qu'allait s'engager un débat passionnant et plein d'idées neuves sur l'avenir du Québec, ainsi que sur un projet social qui soit autre chose qu'un consentement bête au néo-libéralisme des milieux d'affaires.

On attendait un débat collectif qui tienne compte d'un certain nombre de questions devenues incontournables, telles celles relatives aux femmes, aux jeunes, aux appauvri-e-s, aux autochtones, aux communautés culturelles, à l'écologie, à l'intensification de la lutte sur le plan international entre les sociétés riches du Nord et celles, misérables, du Sud. Etc., etc.

Bref, on pensait que les derniers rebondissements de la question nationale favoriseraient à nouveau un débat de société nourri de la nécessité et de la possibilité d'une alternative concrète au système inégalitaire actuel, d'une rupture véritable avec le statu quo social. On attendait un fort vent de liberté, d'imagination et d'audace; or, c'est plutôt la censure et l'obscurantisme qui sont venus.

En effet, dès la fin de juin, les chefs politiques du Québec se sont vite entendus pour confier l'avenir collectif aux gens d'affaires, question de laisser savoir aux Américains qu'il n'est pas question de toucher aux intérêts "supérieurs" du capitalisme en Amérique du nord. Puis, on s'empressa de taxer les forces dissidentes ou simplement critiques d'anti-nationales. Car, désormais, qui n'est pas avec les «boss» du nationalisme (les Parizeau, Landry, Bouchard et consorts) est ipso facto contre le Québec lui-même!

Au lieu d'un authentique débat démocratique, vaste, libre et pluraliste, on proposa donc aux citoyennes et aux citoyens l'alignement silencieux du troupeau. Le «consensus» recherché équivalant à signer un chèque en blanc aux politiciens professionnels et à leurs bailleurs de fonds. Drôle de façon, en vérité, d'inviter un peuple à sortir de la soumission pour enfin s'autodéterminer!

Octobre chaud et crise autochtone

C'est alors qu'un certain nombre d'événements vinrent contrarier les tranquilles certitudes des gendarmes cravatés du souverainisme comptable.

1) D'abord, des Québécoises et des Québécois, regroupés au sein de la coalition **Octobre chaud 1970-1990**, décidèrent de profiter du vingtième anniversaire de la Crise d'octobre pour, entre autres, rappeler qu'à cette époque l'actuel Premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, avait fait appel à l'armée pour réprimer le mouvement social d'alors et tenter de faire échec, une fois pour toutes, au «séparatisme» québécois. L'initiative d'**Octobre chaud** fut aussitôt dénoncée par les trois partis représentés à l'Assemblée nationale et, pour l'occasion, Jacques Parizeau trouva des alliés imprévus parmi les députés anti-québécois du Parti égalité!

Alors que depuis octobre 70, le Parti québécois avait toujours dénoncé vigoureusement la proclamation de la Loi des Mesures de guerre et l'occupation du territoire québécois par l'armée canadienne, voilà qu'au lendemain de Meech, cette dénonciation, par on ne sait quelle mystérieuse logique, était devenue suspecte d'hérésie politique.

2) Puis, dans un deuxième temps, suite au coup de force manqué de la Sûreté du Québec contre les Mohawks de Kanesatake, s'est rapidement développée la crise autochtone la plus grave de l'histoire du pays depuis l'affaire Louis Riel en 1885. Mais alors qu'il y a un siècle les nationalistes francophones du Québec s'étaient massivement rangés du côté des autochtones, cette fois-ci toute la classe politique du Québec, libéraux, conservateurs et péquistes confondus, a fait bloc contre eux. Et avec une unanimité hargneuse qui fait frémir, cette classe, qui entend pourtant orienter en notre nom les prochaines discussions sur l'avenir du Québec, n'a pas hésité à légitimer le recours à la force militaire pour briser le mouvement mohawk. Comme en 70, Robert Bourassa se retrouve aux commandes de l'Etat. Mais cette fois, c'est avec la collaboration du PQ qu'il conduit la répression.

Le syndrome de l'insurrection appréhendée

Qu'est-ce qui a bien pu amener le Parti québécois et son chef à justifier en 1990 des "mesures de guerre" auxquelles, vingt ans plus tôt, ils étaient férocement hostiles? Les autochtones seraient-ils moins humains et moins citoyens que les autres Québécois?

On ignore l'objectif précis poursuivi par l'opposition officielle durant la crise autochtone. A-t-elle seulement une vision claire de la réalité? N'est-elle pas seulement préoccupée, comme tous les partis, par des calculs électoralistes à court terme?

C'est probable. Mais il y a pire. Au Parti québécois comme dans les autres mouvements nationalistes bien-pensants (SSJB, MNQ, Bloc québécois), on a voulu voir dans la commémoration des événements de 1970, comme dans l'éclatement de la crise autochtone, rien de moins qu'une conspiration anti-québécoise... dirigée d'Ottawa, sinon des bureaux mêmes du Parti égalité!

Autant de sottise invite à se tenir loin de cette classe politique qui dit parler au nom de la collectivité. Pour notre part, nous préférons faire du vingtième anniversaire de la Crise d'octobre un moment fort de réflexion collective où pourront se formuler des idées d'avenir et peut-être même des projets bien exposés, susceptibles de provoquer éventuellement une rupture définitive avec le désordre établi et la sacro-sainte alliance des parvenus qui ont édifié dessus leur pouvoir arbitraire.

LA CRISE DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Le monde actuel éclate de toute part: économies en déroutes couplées à leur mon-dialisation, nouveaux pôles de développement économique, réalignement des alliances politiques au plan international. On ne peut passer sous silence la crise des mouvements de con-testation sociale, qui n'épargnent pas non plus les théories et les pro-jets révolutionnaires. En somme, l'impasse paraît totale. Du moins, aux yeux de plusieurs.

Alors que les stratégies de sortie de crise dans les années trente étaient conçues pour calmer la colère sociale et même révolutionnaire dans les pays occidentaux (réforme des lois du travail, implantation de politiques sociales préfigurant l'État-providence, etc.), le paysage actuel fait voir un ensemble de "solutions" néo-libérales plongent la population dans un appauvrissement accéléré, conduisant un plus grand nombre de gens vers l'isolement et l'exclusion. La notion même de démocratie perd de sa signification puisque ses conditions d'existence sont niées par la répression des droits sociaux. Bref, on assiste à un resserrement autoritaire du mode de régulation sociale alors que l'arène politique est devenue un jeu abrutissant de marketing électoral, qui occulte les véritables enjeux

Crise des mouvements sociaux

Les transformations de fond de l'économie et du mode de régulation sociale ont considérablement changé le rapport de force entre le Capital, l'État et les divers protagonistes des luttes sociales. Figure centrale traditionnelle des luttes au Québec, le mouvement ouvrier traverse présentement une crise sans précédent. Les nouvelles stratégies patronales (cercles de qualité, relations de travail plus individualisées, etc.), les menaces de fermeture d'entreprise, les législations anti-syndicales (la loi 111 en 1982, la loi 160 en 1989), sans oublier l'érosion de sa base sociale, ont obligé le mouvement ouvrier à se replier sur la défense prioritaire de ses acquis et à laisser de côté plusieurs aspirations à des changements sociaux importants.

Autre composante importante des luttes au Québec, le mouvement populaire et communautaire est sérieusement en perte de vitesse. Historiquement un lieu de revendication collective et de services alternatifs créés par les communautés elles-mêmes, il a abandonné de plus en plus sa fonction de mobilisation pour se retrancher dans la production de services divers dont le maître d'oeuvre est l'État. Cette perte d'autonomie peut atteindre gravement cet espace autonome de rassemblement et de solidarité que constituait le mouvement communautaire et populaire.

On assiste dès lors à un véritable retournement de paradigme: la responsabilité de prise en charge des effets sociaux de la crise (pauvreté, violence, exclusion), tout comme celle de la création d'emplois, est refilé aux représentant-e-s des classes populaire et ouvrière. Une responsabilité privée de tout pou-voir réel d'agir sur les causes. L'enjeu de cette orientation demeure toujours l'autonomie des organisations populaires, puisque ces nouvelles pratiques sont sous l'égide de l'État qui enchasse les organisations de luttes dans un partenariat contraignant, un vaste compromis social sans divergence ni dissidence possible.

La fin de l'idéal révolutionnaire

On l'a compris, avec l'effondrement des partis M-L, l'obsolescence de certaines organisations politiques marginales et, plus largement, le dispersement des militant-e-s de gauche, une certaine vision de la radicalité s'est enfuit. Aucune forme de regroupement politique radical de gauche n'a pu émerger durablement pendant les années 80. En revan-che, on aperçoit un repositionement à droite des partis politiques. Les partis de droite se recomposent pour virtuellement former une for-ce autoritaire fascisante à l'inté-rieur même du projet d'indépendance politique du Québec, comme le laisse entrevoir en ce moment l'avènement d'une sorte de nouvelle "union nationale".

À la question: où est la gauche dans le débat sur l'avenir du Québec? La réponse pourrait être qu'il n'y a plus de gauche sous une forme générique. Écartelées entre un appui critique au Parti québécois et la non-reconnaissance de l'oppression nationale, «les» gauches diverses ne représentent pas actuellement l'ombre d'une force significative. Sous un éclairage plus profond, l'apparition des nouveaux mouvements sociaux (écologie, pacifisme) n'ont pas encore changé la conjoncture politique au Québec. De prometteurs qu'ils étaient au début, ils se sont échoués à leur tour dans les marais du vide social. Il ne suffit pas de promouvoir des valeurs nouvelles pour changer en profondeur une société.

Donc pas de nouveau sujet révolutionnaire à l'horizon, en dépit d'un acquis certain au niveau de repères importants comme le féminisme et l'écologisme. Ces mouvements, sans avoir encore un impact politique de masse, mobilisent de façon circonstancielle sur des questions primordiales comme l'intégrité du corps humain (l'avortement, la reproduction, etc.) et de l'environnement. Mais l'obligation de reformuler la question de l'indépendance du Québec, autrement que par le concensus actuel, devient essentiel. De là, peut-être, la difficulté de rassembler les composantes possibles d'une force progressiste et radicale, car on ne parlera plus jamais comme avant de l'indépendance du Québec, en pensant aux droits bafoués des autochtones, à la réalité multi-culturelle et multi-ethnique de la société québécoise, à la place inégale des femmes dans les rapports sociaux, aux menaces très graves qui pèsent sur l'environnement, etc.

L'incertitude de l'époque

Pour aussi grave que peut paraître le contexte actuel, il est toutefois impossible de prétendre que rien ne bouge. Les multiples rebondissements de la question autochtone depuis quelques années; le réveil de la question nationale québécoise suite à Meech; les mobilisations nombreuses des groupes de femmes pour le droit à l'avortement et l'expansion des forces de droite opposées à l'avortement, etc. forcent à la réflexion. Cette bougeotte au sein de la société civile, cette activité au bord de l'éclatement, nul ne peut dire ce qu'il en adviendra.

Alors que les organisations populaires et communautaires sont soumises au contrôle étatique, la qualité des liens de solidarité et de socialisation est gravement atteinte. À titre d'exemple, la débrouille individuelle et collective en dehors des institutions, le développement des gangs de jeunes, la formation, à Montréal, d'organisations Skinhead et néo-nazis, laissent présager une réaction inconnue de la part des jeunes.

Autrement dit, ces forces qu'on sent intangibles mais actives, vers quelles directions iront-elles? Est-il possible, autre exemple, que les personnes assistées sociales restent encore silencieuses bien longtemps devant la réforme humiliante qu'on leur impose? De quelles manières agiront-elles? Si des réponses en termes d'analyse, de projet social et de rassemblement, ne sont pas apportées, il sera difficile de prétendre vouloir influencer ce magma social explosif.

L'époque exige que l'on soit ouvert aux tendances multiples qui oeuvrent dans la société. Cette incertitude appelle un effort d'imagination politique, car l'histoire a prouvé que c'est dans des périodes de crise sociale, où tout semble apathique, qu'explose souvent une fronde autoritaire. L'absence de forces radicales de gauche, de mouvements de lutte capables de briser les concensus conservateurs, produit un vide que nos «adversaires» n'hésitent pas à occuper. Vingt ans après la Loi des Mesures de guerre, n'avons-nous pas l'obligation de nous en souvenir? Oui. N'en déplaise à la racaille politicienne...

FRAPRU



Des étudiant-e-s, opposé-e-s au dégel des frais de scolarité, descendent dans la rue.

Le Manifeste de 70

Le Front de libération du Québec n'est pas le messie, ni un Robin des bois des temps modernes. C'est un regroupement de travailleurs québécois qui sont décidés à tout mettre en oeuvre pour que le peuple du Québec prenne définitivement en mains son destin.

Le Front de libération du Québec veut l'indépendance totale des Québécois réunis dans une société libre et purgée à jamais de sa clique de requins voraces, les «big boss» patronneux et leurs valets qui ont fait du Québec leur chasse gardée du cheap labour et de l'exploitation sans scrupule.

Le Front de libération du Québec n'est pas un mouvement d'agression, mais la réponse à une agression, celle organisée par la haute finance par l'entremise des marionnettes des gouvernements fédéral et provincial (le show de la Brinks, le bill 63, la carte électorale, la taxe dite de «progrès social», Power Corporation, l'assurance-médecins, les gars de Lapalme...).

Le Front de libération du Québec s'auto-finance d'impôts volontaires prélevés à même les entreprises d'exploitation des ouvriers (banques, compagnies de finance, etc.).

«Les puissances d'argent du statu quo, la plupart des tuteurs traditionnels de notre peuple, ont obtenu la réaction qu'ils espéraient, le recul plutôt qu'un changement pour lequel nous avons travaillé comme jamais; pour lequel on va continuer à travailler.» (René Lévesque, 29 avril 1970)

Nous avons cru un moment qu'il valait la peine de canaliser nos énergies, nos impatiences comme le dit si bien René Lévesque, dans le Parti québécois, mais la victoire libérale montre bien que ce qu'on appelle démocratie au Québec n'est en fait et depuis toujours que la «democracy» des riches. La victoire du Parti libéral en ce sens n'est en fait que la victoire des faiseurs d'élections Simard-Cotroni. En conséquence, le parlementarisme britannique, c'est bien fini et le Front de libération du Québec ne se laissera jamais distraire par les miettes électorales que les capitalistes anglo-saxons lancent dans la basse-cour québécoise à tous les quatre ans. Nombre de Québécois ont compris et ils vont agir. Bourassa dans l'année qui vient va prendre de la maturité: 100 000 travailleurs révolutionnaires organisés et armés!

Oui il y a en des raisons à la victoire libérale. Oui il y a en des raisons à la pauvreté, au chômage, aux taudis, au fait que vous M. Bergeron de la rue Visitation et vous aussi M. Legendre de Ville de Laval qui gagnez 10 000 dollars par année, vous ne vous sentiez pas libres en notre pays le Québec.

Oui il y a en des raisons, et les gars de la Lord les connaissent, les pêcheurs de la Gaspésie, les travailleurs de la Côte Nord, les mineurs de la Iron Ore, de Québec Cartier Mining, de la Noranda les connaissent eux aussi ces raisons. Et les braves travailleurs de Cabano que l'on a tenté de fourrer une fois de plus en savent des tas de raisons.

Oui il y a en des raisons pour que vous, M. Tremblay de la rue Panet et vous, M. Cloutier qui travaillez dans la construction à St-Jérôme, vous ne puissiez vous payer des «vaisseaux d'or» avec de la belle zizique et tout le flang comme l'a fait Drapeau-l'aristocrate, celui qui se préoccupe tellement des taudis qu'il a fait placer des panneaux de couleurs devant pour ne pas que les riches touristes voient notre misère.

Oui il y a en des raisons pour que vous Madame Lemay de St-Hyacinthe vous ne puissiez vous payer des petits voyages en Floride comme le font avec notre argent tous les sales juges et députés.

Les braves travailleurs de la Vickers et ceux de la Davie Ship les savent ces raisons, eux à qui l'on a donné aucune raison pour les crisser à la porte. Et les gars de Murdochville que l'on a écrasés pour la seule et unique raison qu'ils voulaient se syndiquer et à qui les sales juges ont fait payer plus de deux millions de dollars parce qu'ils avaient voulu exercer ce droit élémentaire. Les gars de Murdochville la connaissent la justice et ils en connaissent des tas de raisons.

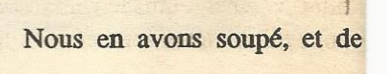
Oui il y a en des raisons pour que vous, M. Lachance de la rue Ste-Marguerite, vous alliez noyer votre désespoir, votre rancoeur et votre rage dans la bière du chien à Molson. Et toi, Lachance fils avec tes cigarettes de mari...

Oui il y a en des raisons pour que vous, les assistés sociaux, on vous tienne de génération en génération sur le bien-être social. Il y en a des tas de raisons, les travailleurs de la Domtar à Windsor et à East Angus les savent. Et les travailleurs de la Squibb et de la Ayers et les gars de la Régie des alcools et ceux de la Seven Up et de Victoria Precision, et les cols bleus de Laval et Montréal et les gars de Lapalme en savent des tas de raisons.

Les travailleurs de Dupont of Canada en savent eux aussi, même si bientôt ils ne pourront que les donner en anglais (ainsi assimilés, ils iront grossir le nombre des immigrants, néo-québécois, enfants chéris du bill 63).

Et les policiers de Montréal auraient pu les comprendre ces raisons, eux qui sont les bras du système; ils auraient dû s'apercevoir que nous vivons dans une société terrorisée parce que sans leur force, sans leur violence, plus rien ne fonctionnait le 7 octobre!

Nous en avons soupé du fédéralisme canadien qui pénalise les producteurs laitiers du Québec pour satisfaire aux besoins anglo-saxons du Commonwealth; qui maintient les braves chauffeurs de taxi de Montréal dans un état de demi-esclaves en protégeant honteusement le monopole exclusif à l'écoeurant Murray Hill et de son propriétaire-assassin Charles Hershorn et de son fils Paul qui, à maintes reprises, le soir du 7 octobre, arracha des mains de ses employés le fusil de calibre 12 pour tirer sur les chauffeurs et blesser ainsi mortellement le caporal Dumas, tué en tant que manifestant; qui pratique une politique insensée des importations en jetant un à un dans la rue des petits salariés des textiles et de la chaussure, les plus bafoués au Québec, aux profits d'une poignée de maudits «money-makers» roulant Cadillac; qui classe la nation québécoise au rang des minorités ethniques du Canada.



Nous en avons soupé, et de



Canapress

Les oublié-e-s du manifeste

On remarquera que le Manifeste d'octobre du FLQ dénonçait d'abord et quasi exclusivement la situation d'exploitation et de mépris imposée à la classe ouvrière du Québec. Le ton dominant de l'époque était celui-là. Revendication à l'indépendance et lutte de classes s'y articulaient logiquement, même lorsque les mouvements politiques ne se réclamaient pas formellement du marxisme.

Mais ce discours, comme les femmes très tôt le notèrent, occultait la réalité et les aspirations spécifiques de plusieurs groupes, notamment les femmes, les peuples autochtones, les communautés culturelles et les personnes homosexuelles.

Les femmes, en 1970, radicalisent leurs luttes spécifiques et commencent à refuser qu'on subordonne plus longtemps l'oppression qu'elles subissent de la part des hommes à la domination plus large de la classe ouvrière par le capital. Les travailleurs masculins aussi oppriment leurs conjointes! Dans leur propre manifeste, les militantes du Front de libération des femmes (FLF) affirment que la lutte autonome des femmes doit porter sur deux fronts: le système capitaliste et le système patriarcal. On peut lire ailleurs dans ces pages des extraits du Manifeste du FLF.

Les nations autochtones sont absentes du Manifeste d'octobre 70 comme elles le sont, d'ailleurs, du discours indépendantiste d'alors. À l'exception d'une déclaration du FLQ, publiée le 23 juin 1970 dans l'hebdomadaire **Québec-Presse**, aucun des textes politiques de cette époque n'aborde la question autochtone, comme si elle avait déjà été réglée autrefois par l'entreprise génocidaire de nos ancêtres. Il faudra attendre les plans d'aménagement hydro-électriques de la Baie James, en 1972, pour que les autochtones du Québec, à l'exemple de ceux des Etats-Unis et de l'Ouest canadien, réaffirment leur statut de premières nations d'Amérique et revendiquent à nouveau la reconnaissance de leurs droits ancestraux et nationaux.

Les communautés culturelles sont plus d'une centaine au Québec, principalement dans la région de Montréal. Mais comme les nations autochtones, elles furent oubliées en 1970. Le Manifeste du FLQ s'adressait d'abord à des Blancs, francophones, ouvriers ou cultivateurs. Il oubliait que le Québec est aussi noir, jaune, rouge et brun. Aujourd'hui, un tel manifeste devrait reconnaître et assumer la réalité d'une société en rapide mutation, une société pluriethnique et pluriculturelle qui, bien que largement francophone, a depuis longtemps cessé d'être homogène et unanimiste.

Enfin, **les lesbiennes et les gais** forment un autre groupe méprisé par le mouvement de contestation d'il y a vingt ans. À leur endroit, le Manifeste d'octobre 70 a des propos proprement injurieux: «Trudeau la tapette..., Bourassa le serin des Simard...» Il était habituel à cette époque, sans doute parce que les personnes homosexuelles avaient été depuis des siècles reléguées dans le placard des chambres à coucher, de les accabler des pires sarcasmes. En 1970, la politisation des lesbiennes et des gais, leur «sortie du placard», était encore timide. On disait des lesbiennes qu'elles étaient des hommes manqués (des «bitches») et des gais qu'ils étaient des «feluettes». Quant aux personnes transexuelles, aux prostitué-e-s, aux drogué-e-s, etc., inutile d'insister sur le dédain général qu'elles inspiraient.

Les choses, certes, ont bien changé depuis vingt ans. On n'écrirait plus aujourd'hui dans les mêmes termes un manifeste comme celui d'octobre 70. Cela dit, le document historique du FLQ restera dans la mémoire collective, au même titre que les proclamations souverainistes des Patriotes de 1837-38. Ce texte marque une étape importante du mouvement révolutionnaire des années 60 et 70.

plus en plus de Québécois également, d'un gouvernement de mitaines qui fait mille et une acrobaties pour charmer les millionnaires américains en les suppliant de venir investir au Québec, la Belle Province où des milliers de milles carrés de forêts remplies de gibier et de lacs poissonneux sont la propriété exclusive de ces mêmes Seigneurs tout-puissants du 20e siècle;

d'un hypocrite à la Bourassa qui s'appuie sur les blindés de la Brinks, véritable symbole de l'occupation étrangère au Québec, pour tenir les pauvres «natives» québécois dans la peur de la misère et du chômage auxquels nous sommes tant habitués;

de nos impôts que l'envoyé d'Ottawa au Québec veut donner aux boss anglophones pour les «inciter», ma chère, à parler français, à négocier en français: repeat after me: «cheap labour means main-d'œuvre à bon marché»;

des promesses de travail et de prospérité, alors que nous serons toujours les serviteurs assidus et les lèche-bottes des «big shot», tant qu'il y aura des Westmount, des Town of Mount-Royal, des Hampstead, des Outremont, de la Wall Street, tant que nous tous, Québécois, n'aurons pas chassé par tous les moyens, y compris la dynamite et les armes, ces big-boss de l'économie et de la politique, prêts à toutes les bassesses pour mieux nous fourrer.

Nous vivons dans une société d'esclaves terrorisés, terrorisés par les grands patrons, Steinberg, Clark, Bronfman, Smith, Neopole, Timmins, Geoffrion, J.-L. Lévesque, Hershorn, Thompson, Nesbitt, Desmarais, Kierans (à côté de ça, Rémi Popol la garcette, Drapeau le dog, Bourassa le serin des Simard, Trudeau la tapette, c'est des peanuts!).

Terrorisés par l'Église capitaliste romaine, même si ça paraît de moins en moins (à qui appartient la Place de la Bourse?), par les paiements à rembourser à la Household Finance, par la publicité des grands maîtres de la consommation Eaton, Simpson, Morgan, Steinberg, General Motors...; terrorisés par les lieux fermés de la science et de la culture que sont les universités et par leurs singes-directeurs Gaudry et Dorais et par le sous-singe Robert Shaw.

Nous sommes de plus en plus nombreux à connaître et à subir cette société terroriste et le jour s'en vient où tous les Westmount du Québec disparaîtront de la carte.

Travailleurs de la production, des mines et des forêts; travailleurs des services, enseignants et étudiants, chômeurs, prenez ce qui vous appartient, votre travail, votre détermination et votre liberté. Et vous, les travailleurs de la General Electric, c'est vous qui faites fonctionner vos usines; vous seuls êtes capables de produire; sans vous, General Electric n'est rien!



Alain Chagnon

Travailleurs du Québec, commencez dès aujourd'hui à reprendre ce qui vous appartient; prenez vous-mêmes ce qui est à vous. Vous seuls connaissez vos usines, vos machines, vos hôtels, vos universités, vos syndicats; n'attendez pas d'organisation miracle.

Faites vous-mêmes votre révolution dans vos quartiers, dans vos milieux de travail. Et si vous ne le faites pas vous-mêmes, d'autres usurpateurs technocrates ou autres remplaceront la poignée de fumeurs de cigares que nous connaissons maintenant et tout sera à refaire. Vous seuls êtes capables de bâtir une société libre.

Il nous faut lutter, non plus un à un, mais en s'unissant, jusqu'à la victoire, avec tous les moyens que l'on possède comme l'ont fait les patriotes de 1837-1838 (ceux que Notre sainte mère l'Église s'est empressée d'excommunier pour mieux se vendre aux intérêts britanniques).

Qu'aux quatre coins du Québec, ceux qu'on a osé traiter avec dédain de lousy French et d'alcooliques entreprennent vigoureusement le combat contre les matraqueurs de la liberté et de la justice et mettent hors d'état de nuire tous ces professionnels du hold-up et de l'escroquerie: banquiers, businessmen, juges et politicailleurs vendus...

Nous sommes des travailleurs québécois et nous irons jusqu'au bout. Nous voulons remplacer avec toute la population cette société d'esclaves par une société libre, fonctionnant d'elle-même et pour elle-même, une société ouverte sur le monde.

Notre lutte ne peut être que victorieuse. On ne tient pas longtemps dans la misère et le mépris un peuple en réveil.

Vive les camarades prisonniers politiques!

Vive le Front de libération du Québec!

Vive la révolution québécoise!

Vive le Québec libre!

ILS N'ONT QUE DES ÉVÉNEMENTS

Travestis en commandos de la bonne entente
les soldats sont arrivés casqués
cerveaux blindés arme au poing
avec mission de nous taire

cela fit menu bruit d'acier et de ferraille
matraque et mitraillettes gourdins et grenades
quincaillerie d'arguments légers
cliquetaient à leurs flancs
heurtant-le-fer-blanc des gamelles

(il suffit d'un certain tapage
pour étouffer la voix d'un peuple...)

leur invasion fut exemplaire
discrète calme bienséante
si pour tout dire
non-violente
ils débarquèrent nuitamment
sans plus de vacarme qu'il faut
pour apeurer les consciences
un rameau d'érable à l'épaule
des chardons à leur boutonnière
nul n'aurait pu leur reprocher
dans leur bonne tenue de soldats
de manquer de civilité

camouflés en arbustes morts
kakis feuillus inaperçus
ils se plantèrent dans nos rues
menaçant de prendre racine
en tenue verte de combat
avec des branches à leurs canons
ils passèrent
comme des sapins
pour des exemples d'urbanisme
car nous étions sommés de croire
qu'ils n'étaient là que pour aider
à reverdir le paysage

trop rouge avait été l'octobre
et le sang de quelques otages
un crime avait été commis
par quelques-uns
au nom de tous

le peuple hurlait son innocence
il n'aurait pas su dire comment ni quand
le geste avait été posé
mais parce qu'il savait
pourquoi
il se sentait aussi coupable
que s'il en avait donné l'ordre
pris lui-même en flagrant délit

ce fut l'automne de la peur
de la mémoire en chien battu
qui oublie comment aboyer
et file doux devant ses maîtres
nos poètes étaient au cachot
nous n'osions nous réclamer d'eux
sans nous en déclarer complices
chacun en son for intérieur
intentait son propre procès
et sous l'aveuglant projecteur
de sa conscience terrifiée
se laissait accabler de questions
où quand qui je ne sais pas qui
tout s'est passé comme dans mon dos
je jure que ce n'est pas moi
laissez-moi ce n'est pas ma faute
ce fut une étrange saison
de honte et de contradiction
les poètes étaient en prison
et la liberté d'expression
était gardée dans l'autre langue

quand ils eurent rétabli l'ordre
et fait comprendre
à qui la faute
ils s'en retournèrent en bon ordre
innocents comme soldats de plomb
sous le regard de nos enfants

cela se passait en octobre
en ce quelconque lieu du monde
comme ailleurs en d'autres saisons

Michèle Lalonde

LA VÉRITÉ QUI FAIT MAL

Dans notre triste histoire, nous n'avons pas beaucoup d'exemples de courage pour susciter l'avenir, pour dérider la peur, pour accueillir une légitimité, pas beaucoup d'hommes d'honneur qui nous enseignent à refuser l'enclos de la médiocrité.

Sauf le grand courage des pauvres gens dont l'histoire ne parle guère: le courage joualeresque!

À tel point que ces pauvres gens eux-mêmes se méfient de l'orgueil qui descend dans la rue en leur nom. Bien renseignés par le pouvoir et le cinéma, ils en arrivent à croire que la colère des faibles n'a de sens que dans l'histoire des autres. C'est pourquoi je voudrais leur parler d'Octobre dont ils ont appris à se méfier.

Il faut se rappeler la grande joie d'Octobre. Au fond de l'âme, il faut la retrouver. Les felquistes avaient dérobé la parole comme autrefois on volait le feu. Ce fut fantastique. Inouï. Invraisemblable. Nous n'en croyions pas nos oreilles. Ayant la parole, ils avaient le pouvoir. Et le pouvoir parlait notre langage, dans les termes mêmes de notre misère. Relisez le manifeste et souvenez-vous de la joie qui soulevait nos coeurs. Et le pouvoir a eu très peur. Il a eu peur de cette joie. On écoutait. On riait. Ils parlaient notre langage. Ils avaient notre sens de l'ironie. Ils savaient manier le superlatif et l'exclamation et le blasphème. Et ça n'est pas par hasard que nos hommes politiques ne parlent jamais ce langage même s'il leur arrive de sacrer: c'est une affaire de génie et de liberté, le blasphème oratoire. Pour la première fois de notre histoire, le pouvoir, le pouvoir sur la parole, tenait notre langage. Nous étions nés. Nous avions découvert le poème et la chanson. Octobre parlait politique en québécois. C'était la fête. Une première St-Jean...après tant de paroles.

Ils ont pris la parole et ils l'ont diffusée. La parole était québécoise. Elle n'était même plus canadienne-française-catholique... donc ils parlaient un *joual impeccable*, surprenant, drôle, étonnant, nature et reconnaissable, familier, fraternel. Ils parlaient le langage de nos misères, de nos malédictions, de nos mères. Ils ont mobilisé toute l'attention, toute notre conscience à bout d'âme, écervelée, comme une révélation. Nous étions à l'écoute de notre âme. On aurait dit que tout un peuple hésitait au seuil d'une joie, était sur le point de passer aux actes, de s'inventer lui-même.

Était-ce cette joie-là dont parle le poète: «Je marche à côté d'une joie»? Était-elle à la portée de l'histoire? On l'eut cru, un moment. On avait le sentiment d'une complicité. Que le poème s'emparait des ondes. Qu'il allait vivre sa vie. nous étions au théâtre, au plus beau moment, quand les gestes s'amplifient, que l'instant s'arrête, et l'image était fidèle. Il y avait du Gaston Miron et du Maurice Richard dans l'air.

Si bien que le pouvoir a failli perdre la tête, il a parlé de sédition...

Pierre Perrault

(*L'Art et l'État*, Parti Pris, Montréal, 1978. Texte modifié par l'auteur)

Andrée Ferretti

LA VIE PARTISANE

récits

L'HEXAGONE

102 p.

14,95 $



La vie partisane est une leçon de vie en neuf récits dont les héroïnes vivent en parfaite connivence avec leur temps. Trois de ces récits portent sur la rébellion de femmes au cours des « mesures de guerre » en 1810, 1838 et 1970. Andrée Ferretti, qui a depuis longtemps fait la preuve de son attachement indéfectible à la cause de l'indépendance du Québec, a écrit un livre fort, habité par la mémoire, où s'affirme une écriture passionnée qui ne se dément jamais.

LE FRONT DE LIBÉRATION DES FEMMES

Le Front de libération des femmes (FLF), lié idéologiquement à la gauche radicale, est né à la suite d'une manifestation de 200 femmes protestant, en octobre 1969, contre le règlement anti-manifestation voté par l'administration Drapeau dans le but de contrer le mouvement de contestation à Montréal.

Lors de cette manifestation, 165 des 200 femmes présentes furent incarcérées. Par la suite, 30 d'entre elles se regroupèrent pour fonder le FLF. Ces femmes avaient déjà milité au sein du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), du Parti socialiste du Québec (PSQ), du Front de libération populaire (FLP), de comités de citoyens ou de syndicats. Certaines d'entre elles étaient proches du FLQ.

Le FLF regroupait des femmes pour qui la première prise de conscience politique était passée par celle de l'oppression nationale du peuple québécois et, dans un deuxième temps, de l'exploitation de la classe ouvrière.

Le Manifeste du FLF, publié au printemps 1971, six mois après celui du FLQ, sans tout dire de l'oppression des femmes, dénonçait, entre autres, le sexisme prévalant dans les organisations progressistes dominées et contrôlées par les hommes. Il affirmait notamment que pour se libérer les femmes devaient sans tarder s'organiser sur une base autonome.

Le Manifeste du FLF soulignait aussi que la lutte des femmes devait porter simultanément contre deux systèmes: le système capitaliste et le système patriarcal. On y retrouvait pour la première fois une tentative d'articuler logiquement les revendications féministes, indépendantistes et socialistes. Malheureusement, le FLF, en proie à des dissensions idéologiques, disparaîtra à la fin de 1971. Certaines femmes rallièrent le point de vue des marxistes-léninistes sur la priorité de la lutte des classes. D'autres, par contre, joignirent les rangs des féministes radicales, considérant les rapports d'oppression hommes-femmes comme une contradiction principale et non pas secondaire (par rapport à l'exploitation de la classe ouvrière).

MANIFESTE DES FEMMES QUÉBÉCOISES

Il semble que pour tout le monde la libération des femmes soit sous-entendue dans la libération nationale. Eh bien, non. La libération des femmes n'est pas nécessairement le corollaire d'une révolution sociale. Les révolutions socialistes antérieures sont là pour le prouver.

Or, pour les femmes, ce qui importe d'abord c'est la libération des femmes. Notre oppression dure depuis des millénaires et maintenant nous en avons assez. Mais nous sommes très conscientes que notre libération est liée à la libération nationale et c'est pourquoi nous joindrons le mouvement; nous avons, nous aussi, une responsabilité vis-à-vis la lutte révolutionnaire qui s'est développée au Québec et c'est pourquoi nous entendons y participer. On doit savoir que nous lutterons pour la libération des femmes à l'intérieur du mouvement révolutionnaire et que nous ne tolérerons plus d'être discriminées à l'intérieur même de ce mouvement...

Deux systèmes à combattre

Nous avons toutes pour la plupart milité dans les mouvements mixtes dont la position en ce qui a trait aux femmes est assez équivoque. La théorie "marxiste" des mouvements mixtes se résumait à peu de choses: le système capitaliste opprime les hommes et les femmes. Les hommes oppriment les femmes parce qu'ils sont colonisés. Changeons le système, les hommes seront décolonisés et ils cesseront d'opprimer les femmes. Splendide. Voilà qui élude à peu de frais la question des femmes, de leur oppression spécifique et de la lutte qu'elles doivent mener. Une telle théorie est une invitation à l'attentisme et à la passivité. Nous, les femmes de ces mouvements, occupées à la grande lutte contre l'ennemi commun, nous avons pu définir comment cet ennemi nous opprimait.

Quand nous avons commencé à le faire, un grand problème se posait: le manque d'instruments. C'est un problème auquel font face la plupart des révolutionnaires québécois. Mais au moins, ils ont **Nègres blancs d'Amérique**, le **Petit Manuel d'Histoire du Québec**, etc... Nous, nous n'avons rien... Peu à peu, nous avons déniché des articles écrits par des féministes françaises et américaines. Ce fut le début de notre recherche théorique, ce fut aussi la révélation. Il y avait effectivement une oppression spécifique des femmes et qui pouvait s'analyser sur les bases du matérialisme historique. Nous avons découvert également que la double oppression dont on nous parlait constamment venait du fait que nous étions les victimes de deux systèmes: le système capitaliste et le système patriarcal, et que notre libération supposait la fin de ces deux systèmes, chose qu'aucune révolution sociale n'a encore faite...

C'est une révolution que nous voulons

Penser, c'est souvent le premier temps d'une révolution. Or, c'est justement une révolution que nous voulons, nous les femmes. Une révolution qui nous sortira de notre servage et de toutes nos dépendances. D'une telle révolution presque personne n'a encore parlé au Québec. Sur les programmes, dans les manifestes, dans la pratique quotidienne, nous sommes ignorées ou maintenues dans les rôles traditionnels des femmes, y compris celui d'objets sexuels...

Il devient clair pour nous les femmes qu'il nous faut faire la révolution si nous voulons que ça change. Ce qui est en jeu ce n'est pas seulement notre libération mais aussi la libération de tout notre peuple et de tous les peuples de la terre.

Pourquoi y a-t-il peu de femmes dans nos mouvements révolutionnaires? La majorité des femmes du Québec est formée de ménagères. Etre ménagère, ça veut dire travailler par amour ou par intérêt environ 80 heures par semaine; n'avoir jamais une minute à soi, à cause du mari, des enfants, des repas, du lavage, des commissions, etc... Ça veut dire avoir peu de temps pour penser et encore moins de temps pour faire autre chose, par exemple militer dans un mouvement révolutionnaire...

Accaparées 16 heures sur 24, isolées, sans possibilité de développer une conscience collective, soumises pour la plupart, il ne faut pas s'étonner de la non participation des femmes aux mouvements révolutionnaires...

Finie la soumission

Ce fut pour plusieurs le désenchantement. C'était les hommes qui dirigeaient les mouvements, c'était eux les penseurs, les organisateurs, les martyrs. Il n'y avait pas grand place pour nous, encore moins à la direction. Mais nous étions habituées à cet état de chose et nous n'avons rien dit, espérant qu'ils reconnaîtraient notre valeur (!!!) si nous travaillions beaucoup. Nous avons travaillé beaucoup. Nous avons tapé leurs textes, peinturé leurs pancartes, écouté leurs discours, marché dans leurs manifestations, scandé leurs slogans. «Le pouvoir aux travailleurs». (Et les travailleuses?)

La majorité des révolutionnaires mâles sont pour nous des oppresseurs: il nous a fallu du temps avant de prononcer ce mot. Il nous a fallu des mois d'insatisfaction, de misère psychologique et une exaspération très grande devant leurs attitudes dominatrices, arrogantes et paternalistes quotidiennement répétées, quotidiennement vécues. Il nous a fallu toucher les limites de l'impuissance pour que notre colère serve à dire ce que nous étions et ce que nous voulions. Dès lors, des femmes se sont réunies pour parler des femmes. Et ce fut le grand commencement...

Nous entendons dès maintenant lutter pour nos revendications et faire en sorte que toutes les femmes se sentent concernées par la libération nationale et sociale, parce que là sont leurs intérêts. Nous voulons nous organiser pour qu'après la victoire nous soyons en position de lutter encore pour que notre libération devienne réelle.



MANIFESTE PARTY

HOMMAGE À CELLES ET CEUX QUI COMBATTENT POUR LA LIBERTÉ



Richard Desjardins Michel Dompierre

Un **Manifeste/Party aura lieu samedi soir, le 6 octobre 1990, à partir de 19h30, au grand gymnase du Cégep du Vieux-Montréal.** Cet événement de parole, de musique et de danse se veut d'abord un hommage à celles et ceux qui se battent pour la libération du Québec, des nations autochtones, des femmes, des jeunes, des opprimé-e-s de toutes origines, chez nous et ailleurs.

Nous profiterons de l'occasion pour rendre hommage au Manifeste d'octobre 1970, dénoncer les Mesures de guerre d'il y a 20 ans... et celles d'aujourd'hui dirigées contre nos soeurs et frères mohawks.

Seront de l'événement un certain nombre d'artistes dont: Richard Desjardins, Sylvie Bernard, Claude Gauthier, Sylvie Tremblay, Patricia Lascano, Jean-François Lussier, Paul Piché, etc. La participation de Richard Séguin reste à confirmer. La poétesse Michèle Lalonde, très connue pour son célèbre "Speak White", dira aussi un poème. À l'intérieur du spectacle, on fera la lecture du Manifeste du FLQ.

Le spectacle, qui devrait se terminer vers 22h30, sera suivi d'une danse qui mêlera les rythmes actuels à ceux des années 70.

Contribution suggérée: 5.00 $

Liberté pour le Nistassinan

Une longue marche pour la liberté au Nistassinan et pour la souveraineté des nations autochtones est partie d'Halifax, en Nouvelle-Écosse, le 6 août dernier, à destination d'Ottawa. Cette marche se terminera dans la capitale fédérale, le 10 novembre 1990, par une grande manifestation populaire qui, trois jours plus tard, sera suivie d'une action de résistance non-violente.

Les marcheur-euse-s, autochtones et non autochtones, atteindront le Québec le 23 septembre par Dégelis et Saint-Louis-du-Ha!-Ha!, dans le Témiscouata. Elles et ils seront à Rivière-du-Loup le 26 septembre, où les rejoindront d'autres marcheur-euse-s parti-e-s entretemps de Mashteinatsh (Pointe-Bleue), au Lac Saint-Jean. Les deux groupes seront à Québec le 6 octobre, puis à Trois-Rivières les 13 et 14 octobre. Le 12 octobre, un troisième groupe partira de Sherbrooke où il rejoindra les deux précédants à Montréal, le 21 octobre.

Le 16 octobre, les marcheurs et marcheuses, parvenu-e-s à Maskinongé, prendront l'autobus pour Montréal afin de participer à la manifestation organisée par Octobre chaud, au Carré Dominion. Ils et elles reprendront ensuite leur marche à Berthier.

L'ensemble des marcheur-euse-s passeront sept jours à Montréal, du 21 au 27 octobre, avant de se diriger vers Ottawa où ils et elles seront rejoint-e-s par un autre groupe parti de Windsor, Ontario, le 23 septembre.

Informations: (514) 525-0765

Un moment de réflexion collective

Faut-il dire adieu à la révolution?

La décennie 90 pourrait bien en être une de profondes turbulences. Des craquements sont ressentis partout, du Golfe Persique à l'Argentine, de Berlin à New Delhi, en passant par Pékin, Moscou et Washington. Nulle part l'avenir n'est dessiné avec netteté. L'incertitude est universelle. Et le Québec d'après Meech, secoué en profondeur par les rebondissements de la crise autochtone, ne sait pas, lui non plus, ce que sera son proche avenir.

Dans ce contexte de fin d'époque, l'effondrement général des régimes communistes d'Europe de l'Est, la défaite électorale des Sandinistes au Nicaragua, l'isolement de Cuba, le triomphe apparemment universel du capitalisme sauvage, posent la question de l'avenir du projet révolutionnaire, de l'alternative sociale, partout dans le monde, au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest.

Faut-il, à l'aube du troisième millénaire, se résigner collectivement, se soumettre une fois pour toutes aux seules lois du marché, dire un adieu définitif en somme à la révolution? Ou bien, au contraire, réinventer la résistance, réapprendre la désobéissance civile, radicaliser les luttes? Mais comment?

Sur quelles forces réelles la révolution peut-elle encore compter? Quels sont les mouvements sociaux d'avenir? Parmi ces mouvements, quels sont ceux qui sont engagés concrètement dans la construction d'alternatives sociales et politiques crédibles? Comment bâtir un projet de société qui tienne compte à la fois des aspirations égalitaires, de l'indépendance politique (des autochtones autant que des blancs, entre autre), des solidarités internationales, des acquis (combien fragiles) de la démocratie, de la justice sociale, des revendications des femmes, des urgences écologiques, du métissage des cultures, de l'environnement sur-médiatisé, etc.?

Toutes ces questions et bien d'autres, nous nous les poserons collectivement les 5 et 6 octobre 1990. D'abord, dans le cadre d'un **débat public** qui aura lieu le **vendredi 5 octobre 1990, à 19h30, à la salle Alfred-Laliberté de l'Université du Québec à Montréal.** Puis le lendemain, au cours d'un colloque qui se tiendra **le samedi 6 octobre 1990, à partir de 9h00 du matin, au Centre St-Pierre, 1212 Panet, à Montréal.**

Le débat public du 5 octobre

Le débat, ayant pour thème «Faut-il dire adieu à la révolution?», réunira à la même table un représentant de l'Europe de l'Est, M. Siggi Schefke, de Berlin-Est, membre du Nouveau-Forum; au moins un représentant de l'Amérique latine, M. Manuel Cabieses, directeur du journal chilien Punto Final, (et peut-être aussi - cela reste à confirmer cependant - M. Thomas Borge, du Front sandiniste de libération nationale); une représentante des nations autochtones, Mme Jeanne-Mance Charlish, Innue; ainsi que trois représentant-e-s du Québec, Mme Andrée Ferretti, féministe et indépendantiste de la première heure, Mme Marie-Josée Latour, militante féministe, et M. Paul Rose, ex-membre du FLQ-70 (cellule Chénier). Mme Joanne Muzzo, militante et historienne, agira comme animatrice. Une contribution volontaire est suggérée.

Le colloque du 6 octobre

Suite au débat de la veille, l'ensemble des questions soulevées seront discutées en ateliers puis en plénière, dans le cadre d'un colloque qui se tiendra, de 9 à 17 heures, au 1212 Panet, à Montréal. On se demandera alors: où en sommes-nous au Québec, à l'heure notamment de la crise autochtone, de la commision parlementaire sur l'avenir du Québec, des politiques antisociales de l'État, de la composition de plus en plus pluri-ethnique de la société, etc.

Quel projet de société voulons-nous construire? Quel sorte d'organisation politique nous faut-il? Quel est notre rapport concret avec les États-Unis et le capitalisme mondial? Où vont nos solidarités premières?

Ces questions, nous les débattrons en tenant compte de quatre données incontournables:

1-La question des femmes;
2-La question écologique;
3-La question autochtone;
4-Les communautés culturelles.

Le coût de l'inscription au colloque est de 5.00$ (2.00$ pour les étudiant-e-s et les sans-emploi). Informations: (514) 523-1409.

«Faut-il dire adieu à la révolution?»
Débat public
Vendredi, 5 octobre 1990
19h30
Salle Alfred-Laliberté (UQAM)
Contribution volontaire

«Où en sommes-nous au Québec?»
Colloque
Samedi, 6 octobre 1990
À partir de 9h00
1212 Panet, Montréal
Inscriptions: 5.00$
Étudiant-e-s et sans-emplois: 2.00$

MANIF

20e anniversaire de l'occupation militaire du Québec

16 OCT. '90



GRAPHISME : YVES LEBLANC

RASSEMBLEMENT: CARRÉ DOMINION

coin René-Lévesque/Peel



